

AFRIQUE. Les drames de l'immigration survenus récemment en Méditerranée mettent en lumière la tragédie que vivent les Érythréens.

Une dictature impitoyable

L'Érythrée, cette inconnue. Voilà bien une nation dont les médias ne parlent quasiment jamais. État le plus fermé d'Afrique, il ne fait l'actualité que lorsqu'une catastrophe migratoire survient, souvent sur une embarcation de fortune, au large des côtes italiennes, comme dimanche dernier. Et pourtant ce qui se passe là-bas « est un véritable catalogue des violations des droits de l'homme : torture, répression de la liberté d'expression, interdiction de certaines religions... », détaille Jean-François Dubost, responsable du programme Personnes déracinées à Amnesty International France. Un catalogue ouvert depuis 1993, année où l'Érythrée est devenue indépendante après une guerre de plus de trente ans contre l'Éthiopie.

Fuite de masse

À la tête de ce pays de 117 000 km² (à peu près la taille de la Grèce), et où vivent quelque six millions de malheureux, un fou : Issayas Afewerki, 69 ans, héros de

« Un très grand nombre de pasteurs sont la cible d'arrestations arbitraires. Aucun n'a été traduit devant une cour de justice »

la guerre d'indépendance, connu, en résumant la pensée de Léonard Vincent, écrivain et journaliste, auteur du livre *Les Érythréens* (éditions Rivages), pour être passé « du maoïsme au conspira-

tionnisme, avec l'idée que les Américains veulent le tuer au moyen d'un drone » sur un territoire « qui ressemble à la Roumanie de Ceausescu ». Un homme célèbre aussi pour son alcoolisme qui n'a rien à envier à celui de feu Boris Eltsine, et pour sa paranoïa : « Il est fréquent qu'il arrive complètement ivre aux rares interviews qu'il accorde. Il peut être à la fois d'une grande austérité et avoir des attitudes de cow-boy bagarreur, à la mentalité d'enfant-soldat. Il faut dire qu'il a été formé à l'académie militaire de Nankin en 1966, en pleine révolution culturelle », poursuit Léonard Vincent.

Pour mesurer la situation critique de cette Corée du Nord de la mer Rouge, le Programme des Nations unies pour le développement humain classe ce pays à la 182^e place sur 187 de son indice. Peu dotée en ressources naturelles, l'Érythrée survit notamment grâce à ses filons aurifères.

Imbibé de nationalisme athée, « à la *Enver Hoxa* », selon Léonard Vincent, Issayas Afewerki a institué un État à la mesure de ses psychoses qui expliquent l'afflux massif de migrants payant souvent de leur vie le passage tant convoité en Europe ou en Israël. « Les Érythréens, condamnés à un service militaire à durée indéterminée, sont désespérés. C'est pourquoi ils fuient en masse : 305 000 jeunes en dix ans, soit 10 % de la population », note Franck Gouéry, auteur avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (tous les deux sont maîtres de conférences à Sciences-Po



Issayas Afewerki tient sous sa coupe six millions d'Érythréens

Paris) d'Érythrée, un naufrage totalitaire (à paraître le 29 avril aux PUF). Son credo : la mise en avant des soldats de la guerre d'indépendance. Pas étonnant que l'Érythrée soit aussi militarisée. « Je connais un réfugié dont le frère est conscrit depuis 1997 ! », raconte Léonard Vincent. Un système impitoyable : on peut être soldat de 16 à 60 ans. Les salaires sont misérables mais la famine demeure contenue.

Les protestants persécutés

Selon Léonard Vincent, 3 000 Érythréens fuient le pays chaque mois. En Europe, il s'agit de la deuxième population d'exilés, après les Syriens. Et s'il n'y avait que les déserteurs... Les religieux sont également victimes du dictateur ubuesque. À en croire le rapport d'Amnesty International de 2013 consacré à cet État, les protestants forment la communauté la plus persécutée d'Érythrée : « Un très grand nombre de pasteurs sont la cible d'arrestations arbitraires. Aucun crime ne leur est reproché. Aucun n'a été traduit devant une cour de justice. »

Comment se fait-il que l'Occident ne mette pas davantage de pression sur ce pays ? « Le désintérêt s'explique à la fois par la concurrence des crises en cours (*Daesh* en Syrie-Irak, Yémen, etc.) et par le fait que des dictatures qui tuent peu mais régulièrement attirent moins l'attention que des massacres qui tuent beaucoup en peu de temps », souligne Jean-Baptiste Jeangène Vilmer.

Pire, continue-t-il : « Avoir des moyens de pression implique d'avoir des liens. Or, l'Érythrée est un pays tellement isolé diplomatiquement et commercialement – des pays occidentaux en tout cas, car elle dépend en grande partie du Soudan – qu'il est difficile de trouver des leviers. Les sanctions onusiennes sont

conçues comme un moyen de pression mais ce n'est visiblement pas suffisant. »

Faut-il espérer un changement, comme celui des Printemps arabes ? Pas vraiment. « La population est trop atomisée et affaiblie pour s'organiser – les rassemblements de plus de sept personnes sont d'ailleurs interdits – et elle a été purgée de ceux qui avaient un potentiel déstabilisateur, même s'il y a bien quelques cas encourageants de résistance et de désobéissance civile, dont il ne faut toutefois pas exagérer les capacités », note Jean-Baptiste Jeangène Vilmer. Les militaires du rang ne sont pas non plus des agents du changement : vieillissants, démoralisés, parfois même affamés, ils n'ont pas l'énergie d'être révolutionnaires. »

Pourtant, embraye Franck Gouéry, « le régime, comme tout totalitarisme, est voué à mourir », avant d'ajouter : « Mais paradoxalement ses failles, comme la fuite de ses forces vives, prolongent son agonie. Incapable de se reproduire, il est néanmoins déjà en phase terminale. »

La diaspora (principalement installée en Suède) peine à se faire entendre. Parmi les réfugiés figureraient des taupes, payées par le gouvernement pour faire pression sur les familles restées en Érythrée, « même si on n'a jamais pu vraiment établir ces histoires d'infiltration », tempère Jean-François Dubost.

La position de la France quant au sort des migrants est ambiguë, explique-t-il encore : « Les Érythréens sont privés du droit de séjour. Mais, au moins, le gouvernement français ne les renvoie pas chez eux. » En revanche, impossible pour eux de trouver du travail ou de se loger. Ce peuple opprimé peut rêver encore longtemps de lendemains meilleurs !

ALEXANDRE MENDEL

Réaction de Geneviève Jacques, présidente de la Cimade

« Avec plus de 1 000 morts depuis le début de l'année 2015, l'Europe doit faire face à ses responsabilités. Faute d'une politique européenne commune, on laisse l'Italie se débrouiller toute seule. Au lieu de laisser mourir les gens en mer, l'Europe doit ouvrir ses frontières et permettre des arrivées légales pour ruiner le commerce des passeurs qui s'enrichissent sur la détresse humaine. Elle pourrait organiser un accueil exceptionnel et débloquer des fonds sur du court terme. »

En 2012, j'étais en Libye avec la Fédération internationale des droits de l'homme, j'avais

rencontré des Érythréens qui vivaient cachés. Car dans cette nouvelle Libye de l'après-Kadhafi, les migrants ne sont plus les bienvenus. Ils n'ont pas d'autres choix que de prendre la mer. La crainte de l'appel d'air si on ouvre les frontières européennes est révélatrice d'un certain mépris pour les destinées des gens car ils fuient leur pays pour sauver leur vie. Il faut rappeler que la très grande majorité des réfugiés syriens se trouve dans les pays voisins, notamment en Turquie, au Liban, en Jordanie. Le nombre de migrants vers l'Europe est très modeste en comparaison. »

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE SALAMON